

La participation des pays arabes à la coalition internationale contre le terrorisme

Brahim SAIDY

Tous les gouvernements des pays arabes ont exprimé, à l'exception de l'Irak, leur solidarité avec le peuple américain suite aux attentats du 11 septembre 2001. Toutefois, Les dirigeants arabes et certaines des plus hautes autorités religieuses musulmanes ont multiplié les mises en garde contre les dérives et les amalgames en réclamant une définition précise du terrorisme et des moyens pour le prévenir. L'Arabie saoudite et l'Égypte, deux puissances régionales et fidèles alliées de Washington, ont clairement indiqué qu'elles ne fourniraient aucune aide logistique aux États-Unis dans leur guerre contre l'Afghanistan.

Les gouvernements des pays arabes n'ont pas manqué de réaffirmer leur soutien au principe de la lutte contre le terrorisme à plusieurs niveaux, y compris celui des renseignements aux États-Unis et à leurs alliés, mais ils ont fait savoir qu'ils ne participeront pas aux frappes et à toute coalition internationale qui inclurait Israël. La guerre en Afghanistan a suscité une vague de protestations dans le monde arabe et mis les régimes de la région dans une position délicate.

Si ces gouvernements acceptent le droit des États-Unis de riposter aux attaques du 11 septembre dernier, ils veulent que cette riposte soit convenable et loin de tout excès militaire. Ils souhaitent surtout que l'opération soit mise sous l'égide des Nations Unies (ONU), et qu'elle repose sur des «preuves irréfutables» quant au rôle, du ressortissant saoudien déchu de sa nationalité, Oussama Ben Laden, dans les attentats.

Les concertations diplomatiques entre ces gouvernements n'ont pas aidé à forger une position commune derrière laquelle pourrait s'abriter tout pays arabe qui serait cible d'une éventuelle attaque dans le cadre d'une deuxième ou une troisième phase de la « guerre américaine contre le terrorisme ». Washington se concentre actuellement sur Ben Laden, mais le président George W. Bush «n'exclut rien en ce qui concerne la deuxième, troisième et quatrième phase de la campagne militaire».

Plusieurs divergences opposent les pays de la région aux États-Unis et aux pays européens en ce qui concerne la définition du terrorisme et les moyens de l'éradiquer. Ces divergences rendent la formation d'une coalition internationale contre le terrorisme chose difficile. De son côté, Israël estime que la campagne internationale lancée contre le terrorisme, incluant des pays arabes, ne devait pas se faire au détriment de ses intérêts et de ses relations privilégiées avec Washington.

1. Définition du terrorisme

Le débat sur la définition du terrorisme et sur ses causes s'accompagne d'un affrontement idéologique et politique entre l'Occident et le monde musulman. Les pays arabes veulent d'abord une définition internationalement admise du mot « terrorisme », qui distingue ce phénomène des activités de résistance à l'occupation israélienne des territoires palestiniens, du Golan syrien et des hameaux de Chébaa au Sud-liban. Pour plusieurs pays, les démarches américaines n'auront que des effets « passagers » si elles ne s'attaquent pas aux causes du terrorisme.

Dans la terminologie arabe, la lutte contre terrorisme ne doit pas se confondre avec le droit des peuples, notamment palestinien et libanais, à la légitime défense et à la résistance contre l'occupation israélienne. Le Liban et la Syrie, qui se trouvent au front de la confrontation directe avec Israël, ne considèrent pas le Hezboallah, le mouvement Hamas et le Jihad islamique comme des organisations terroristes. Le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk El-Charaa, a répété à plusieurs reprises qu' « il serait malhonnête de mettre dans le même sac des "résistants" et des terroristes qui frappent sans justification, loin de chez eux ».

Selon le département d'État américain, le terrorisme serait « l'usage calculé de la violence ou de la menace de violence pour créer la peur ; destiné à contraindre ou à intimider des gouvernements ou des sociétés afin d'atteindre des objectifs généralement politiques, religieux ou idéologiques ».

Une telle définition n'est pas acceptée par la Syrie, le Liban, l'Arabie saoudite et l'Égypte, qui appelle à la tenue d'une conférence internationale sur le terrorisme.

L'adoption, à l'unanimité, de la résolution 1373 par le Conseil de sécurité de l'ONU, a multiplié les divergences sur la définition exacte du mot « terrorisme ». Plusieurs pays se posent des questions. Il y a en effet un problème d'ordre conceptuel. Pourquoi cette résolution n'a-t-elle pas spécifié, défini ce mot avec tous les sous-entendus possibles ? Il est clair que tout le monde n'a pas exactement la même compréhension du terme. Tout le monde admet que le terrorisme existe, et tout le monde admet qu'il y a un certain nombre d'actes peuvent être assimilés au terrorisme.

Le département d'État américain publie, chaque année, une liste des « États terroristes » qui comprend les pays suivants: Corée du Nord, Cuba, Libye, Irak, Iran, Soudan et Syrie. Quant au nombre d'organisations « terroristes » qui y figurent, il s'élève à 28 dont El-Qaïda, mouvement d'Oussama Ben Laden, la Gama'a Islamiyya en Egypte, supposée apporter son aide à El-Qaïda. Le Hezbollah libanais, Hamas, le Jihad islamique palestinien, le Front populaire de libération de la Palestine (FDLP) ; et le mouvement juif extrémiste Kach.

2. L'élargissement de la guerre à d'autres pays arabes

Soutenir la campagne américaine contre le terrorisme ne signifie pas accepter une extension du conflit à l'extérieur de l'Afghanistan. Les dirigeants arabes ont tous fait savoir aux États-Unis qu'ils ne pourraient rester dans la coalition si la réponse américaine aux attentats du 11 septembre dernier devait prendre la forme d'une opération militaire contre des pays arabes. Reflétant un point de vue très largement partagé dans le monde arabe, le président égyptien Hosni Moubarak a mis en garde contre l'éventualité « de frappes qui atteindraient certains pays du monde arabe », et qui auraient, a-t-il ajouté, « des conséquences terribles ».

La Ligue arabe a averti les États-Unis qu'une attaque contre un pays arabe risque d'affecter leurs projets de former une coalition antiterroriste, au lendemain des affirmations américaines qu'une frappe contre l'Irak n'était pas exclue. « nous ne voyons vraiment pas pourquoi un pays arabe serait attaqué, d'autant qu'une telle éventualité mènerait à une situation très grave à travers le Proche-Orient et nuirait à toute idée de coalition » internationale contre le terrorisme, a déclaré son secrétaire général Amr Moussa. (L'Orient le jour, mardi 2 octobre 2001).

Par ailleurs, la déstabilisation du régime irakien est une option soutenue par un groupe de militaires et de personnalités républicaines dont le sous secrétaire à la Défense James Walfowitz . Selon leur logique, les États-Unis doivent profiter de l'offensive actuelle afin de mettre un terme au régime de Saddam Hussein. Ce groupe ne cesse de développer son argumentaire en faveur d'une occupation du sud de l'Irak par des troupes américaines et de l'installation d'un groupe d'opposants actuellement établis à Londres qui y proclamerait un nouveau gouvernement. Les enquêteurs, qui cherchent à prouver l'implication de l'Irak dans les attaques terroristes, donnent raison au lobby anti-Irakien.

3. La coopération en matière de renseignement

Les dirigeants arabes fournissent des informations vitales à la lutte antiterroriste. Dans cette lutte, l'important serait la qualité de la collaboration entre les services de renseignements à travers le monde. Or dans ce domaine du renseignement, plusieurs pays arabes sont d'ores et déjà engagés dans une coopération étroite avec les États-Unis : examen des listes de suspects dressées par les États-Unis, gel des comptes de toute organisation « terroriste », etc. Certains pays arabes tels l'Égypte et la Jordanie, coopèrent de longue date avec les États-Unis. Aujourd'hui, c'est l'écrasante majorité de ces pays qui a mis à la disposition de Washington les informations en sa possession sur les activités des groupes terroristes.

Le changement le plus remarquable est cependant celui qui s'est produit au Soudan. Après avoir abrité Ben Laden pendant des années, le régime El-Bachir coopère pleinement avec Washington depuis plus d'un an pour recueillir de l'information sur les groupes et les individus qui auraient pu avoir des contacts avec Ben Laden au cours de son séjour au Soudan.

Les pétro-monarchies du Golfe ont, de leur côté, annoncé des mesures strictes de lutte contre les fonds «illégaux» dans la région, où Oussama Ben Laden et son mouvement El-Qaëda sont soupçonnés de trouver une partie de leurs sources de financement.

4. Le règlement du conflit israélo-arabe.

Les dirigeants arabes et musulmans sont presque unanimes à le dire et à le répéter depuis les attentats du 11 septembre 2001 : il n'y aura pas de solution au terrorisme sans une solution juste et équitable à la question palestinienne. Au centre de ce raisonnement figurent les États-Unis, accusés pour son « appui sans faille » à Israël. L'Arabie saoudite avait qualifié d'«inéquitable» la position des États-Unis sur la question palestinienne et les a pressés de la réviser s'ils veulent mettre fin au terrorisme. «S'ils ne révisent pas leur position, les problèmes se poursuivront et ceci n'est pas dans leur intérêt», a déclaré le ministre saoudien de l'Intérieur Nayef ben Abdel Aziz. «Il faut que la question palestinienne soit réglée sérieusement si on veut mettre fin aux causes du terrorisme dans le monde arabe», a-t-il ajouté. Dans le même sens, le Liban a saisi l'occasion de l'approbation de la nouvelle résolution de l'ONU (1373), relative à la lutte contre le terrorisme, pour réclamer l'application des résolutions 242, 338 et 425 portant sur le conflit israélo-arabe.

Les pays arabes se sont félicités du soutien implicite du président américain George W. Bush à un État palestinien. Quant à lui, Israël a réservé un accueil plus froid à une initiative qu'il juge liée aux efforts américains pour former une coalition internationale contre le terrorisme. Selon, Zalman Shoval, conseiller diplomatique du premier ministre israélien Ariel Sharon « il n'est pas faux de dire que cela fait partie des efforts américains pour constituer une coalition comptant des pays arabes soi-disant modérés» afin de lutter contre le terrorisme international. Dans la pratique, la déclaration de Bush pourrait marquer une implication américaine plus importante dans le conflit du Proche-Orient, a ajouté ce responsable. Bush a affirmé que «l'idée d'un État palestinien a toujours fait partie de la vision américaine, à condition que le droit à l'existence d'Israël soit respecté»(*New York Times*, mardi 16 octobre 2001). Il a souligné que la première étape du dialogue passe par l'application du « rapport Mitchell » rendu public en mai dernier grâce à l'intervention de l'ex-sénateur américain George Mitchell.

Conclusion

Les alliés des États-Unis dans la région (Arabie saoudite, Égypte et Jordanie) se retrouvent dans une situation difficile suite aux frappes américaines contre l'Afghanistan, qui ont commencé le 7 octobre dernier. Ils sont tiraillés entre des opinions publiques anti-américaines et leur dépendance envers Washington.

En Égypte, allié solide des États-Unis, le régime du président Moubarak, qui reçoit 2 milliards de dollars d'aide américaine par an, la plus forte au monde après celle à Israël, doit compter avec une opinion anti-américaine et une opposition, surtout des Frères musulmans, qui accusent les États-Unis du terrorisme.

La Jordanie, autre allié historique des États-Unis, a quelques bonnes raisons de faire preuve de pragmatisme. Les Américains semblent en effet décidés à s'intéresser de nouveau au processus de paix, et la Jordanie souhaite que la situation se calme dans la région. En outre, le Sénat américain a autorisé la relance de l'accord commercial conclu entre la Jordanie et les États-Unis, qui était suspendu depuis un an. En effet, la Jordanie a payé très cher son refus de rejoindre la coalition anti-irakienne lors de la guerre du Golfe. Le gouvernement jordanien n'a pas l'intention de répéter cette erreur. Dans ce contexte la Jordanie est très mal placée pour émettre des réserves, contrairement à d'autres pays arabes, sur l'amalgame qui se fait entre terrorisme et résistance.

Quant à l'Arabie saoudite, pays où stationnent des troupes américaines, elle vit une situation impossible car la Loi islamique interdit le stationnement de forces « impies » sur leur territoire. L'Arabie saoudite, qui prétend être le leader du monde musulman, est incapable de s'associer ouvertement aux États-Unis qui attaquent un peuple musulman. Toutefois, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont décidé de mettre un terme à leurs relations diplomatiques avec les Talibans.